

Le 30 MARS

(Suite de la première page)

bénéficier de l'actuelle faillite gouvernementale. L'armée, sa sœur jumelle, apparaît de plus en plus comme une des seules forces capables de défendre le colonialisme. Il est de bon ton, bien sûr, de proclamer dans les milieux de gauche que toutes les critiques portées contre les méthodes de répression en Algérie n'atteignent pas l'armée en tant que telle. Les déclarations récentes des principaux chefs militaires viennent de montrer que le massacre de Sakhiat n'était pas le fruit d'un malentendu ou d'un hasard : il existe toute une couche d'officiers supérieurs dont le seul désir est d'étendre la guerre à la Tunisie, fut-ce au prix de nouveaux massacres, de nouveaux Sakhiat, de nouveaux Oradour.

De la même façon les révélations contenues dans le livre d'Henri Alleg montrent clairement qu'une partie des « corps d'élite », tels que les parachutistes, multiplie les efforts pour ne le céder en rien aux brigades spéciales de la Gestapo. Idéologie raciste et fasciste, pratique de tortionnaires : le tableau est complet.

Voilà où nous en sommes après plus de trois ans de guerre d'Algérie, menée par des gouvernements à direction ou participation socialiste.

On pourrait multiplier les exemples. La gangrène gagne tous les domaines de la vie publique. La liberté de la presse ? Elle est remise en question à chaque saisie des journaux démocratiques, qu'on veut réduire au silence par la faillite. La liberté d'expression ? Elle tend à n'exister plus que pour l'extrême-droite, dont les groupes de choc ont toute liberté d'agir avec la complicité ouverte de la police.

Mais l'essentiel est de comprendre la signification politique de ces phénomènes. Devant les risques de généralisation de la guerre d'Algérie, la bourgeoisie française est contrainte de chercher une issue. La paix, la négociation sont impossibles sans compromis, auquel se refusent les ultras. Les colonialistes eux-mêmes sont divisés sur la politique à suivre. C'est dans ce cadre général que se situent tous les regroupements fascistes, tous les appels à l'homme providentiel et au gouvernement fort. Il est toute une fraction de la bourgeoisie qui, plutôt qu'un renoncement quelconque à l'Algérie, préfère couvrir les risques d'une guerre civile plus ou moins ouverte en France. Cette fraction ne manque pas de puissance : elle a avec elle les colons

d'Algérie, les groupes de choc qui se multiplient à l'heure actuelle, une partie importante de la police et l'armée. Le tout facilité par une complicité gouvernementale qui crée chaque jour les cadres de la répression et de l'illégalité.

**

La réaction peut prendre l'offensive et marquer des points contre la classe ouvrière, si celle-ci ne réagit pas.

Mais comment le pourrait-elle, quand ses directions se contentent de larmoyer sur la démocratie ? Le P.C.F. parle de lutte antifasciste, de combat contre un gouvernement fort. Mais il en parle en général, ne visant qu'au rassemblement informel des démocrates de tout poil.

Le développement du fascisme est toujours lié aux conditions concrètes du moment. C'est en Algérie, pour la défense de l'Algérie que naissent et croissent les partisans d'un pouvoir fort en France. C'est dans la lutte pour la paix et l'indépendance de l'Algérie qu'ils seront battus.

Cette lutte doit passer, en premier lieu, par la défense inconditionnelle de toutes les victimes de la répression gouvernementale. Elle doit se faire avant tout au profit du peuple et des travailleurs algériens, les premières victimes du colonialisme.

Partout IL FAUT ORGANISER LA SOLIDARITÉ avec les Algériens, empêcher les arrestations, les assassinats légaux.

Il faut multiplier les efforts pour redémarrer la lutte contre la guerre d'Algérie. Le 30 mars sera, en Asie et en Afrique, une journée de lutte pour la paix et l'indépendance de l'Algérie. En France, le 30 mars et les jours qui le précèdent doivent être marqués d'actions systématiques les plus nombreuses possibles : meetings, si possible grèves et manifestations, etc.

Cette proposition a peu de chance de rencontrer un écho véritable auprès des dirigeants stalinien. Dans cette mesure, on a peu de chance d'assister le 30 mars à des luttes d'une ampleur. Mais il est possible dans toute une série d'entreprises et de localités, d'organiser des actions qui rendront plus manifeste la carence du P.C.F. Ainsi sera facilitée la prise de conscience des militants ouvriers, le développement d'une opposition aux directions bureaucratiques. Ainsi peut commencer à se préparer une nouvelle étape de la lutte contre la sale guerre.

publicitaire, l'opération est difficilement réalisable. Il y a désormais en Algérie, et pas seulement en Algérie, des forces réactionnaires qui ne sont pas très disposées à s'incliner devant l'Etat capitaliste tel qu'il est, ou même devant un pouvoir « fort » qui ferait des concessions sur l'Afrique du nord. Ces forces ne sont pas très puissantes, mais pour en venir à bout il faudrait dans la décomposition de l'Etat faire appel aux travailleurs, et ce n'est pas d'un général qu'on peut escompter cela.

Or, les dirigeants des grands partis ouvriers sont tout aussi horrifiés d'une telle éventualité. La direction socialiste se trouve si enfermée depuis le 2 janvier qu'elle ne sait que dire. Quant à la direction du P.C.F., elle veut bien couvrir des pétitions contre les rampes de lancement, mais elle a perdu toute volonté sur l'Afrique du nord. Son Excellence, M. Vinogradov, l'ambassadeur soviétique à Paris, n'a-t-il pas fait savoir qu'il était pour que la France reste à Bizerte ? L'information sur ce point, publiée dans toute la presse sauf « l'Humanité », n'a pas été démentie. A propos, on peut voir à l'occasion des « bons offices » une fois de plus le nouveau fiasco de la politique stalinienne, basée sur des recherches de combinaisons du côté bourgeois, et non sur l'action révolutionnaire des masses : pendant toute une période, la direction du P.C.F. était hostile à l'indépendance de l'Algérie, parce que cela aurait servi, selon elle, à y installer l'impérialisme américain. De cette manière elle a démobilisé les masses... et préparé le terrain pour M. Murphy.

**

Mais revenons à la situation en France. Alors que se prépare une épreuve de force que la réaction prépare ouvertement, la direction du P.C.F. expédie de temps à autre des lettres à des politiciens qui n'en ont cure. Les travailleurs également, parce qu'ils n'y trouvent pas autre chose que des platitudes, des banalités et pas de politique pour eux. Les fascistes peuvent organiser des réunions sans que les ouvriers soient appelés à contre-manifester sur le lieu même. Des commandos s'organisent, sans que l'idée de milices ouvrières commence à être propagée. Aucune propagande, aucune explication des dangers qui montent, aucune campagne sérieuse contre la répression et les abus et coups de force du gouvernement. Les masses travailleuses ne sont pas du tout alertées ; de ce fait, quand le danger prendra une forme aiguë, il sera plus difficile de les mobiliser. Egalement pas la moindre perspective d'un autre gouvernement pour lequel lutter, sauf — de temps à autre — une phrase rituelle sur un gouvernement à l'image des élections du 2 janvier qui ne peut vraiment pas être stimulante. Il n'est surtout pas question pour eux de préparer une lutte d'ensemble ni de proposer un gouvernement des organisations des travailleurs, qui mettrait fin à la guerre d'Algérie, et qui trouverait chez les travailleurs les forces nécessaires pour changer de fond en comble la politique du pays et de passer à la construction d'une société socialiste.

**

Malgré ce lourd handicap, la situation ne se présente pas d'une manière désespérée, tout au contraire ! Nous avons commencé par rappeler au début de cet article toute la puissance que montre la classe ouvrière en dépit de toutes les trahisons de ceux qui dirigent encore les grandes masses. Le crédit de ces directions est extrêmement bas. De très nombreux militants le savent et sont prêts à lutter, dans leurs organisations, pour changer l'orientation de celles-ci. C'est en premier lieu sur ce sentiment qu'il faut s'appuyer.

Il faut dès maintenant exiger une préparation pour l'épreuve de force, comme nous l'avons résumée plus haut. Mais qu'on ne compte pas sur les directions en place pour redresser leur politique. Se préparer pour l'épreuve de force, c'est aussi à présent se regrouper, s'organiser entre opposants et militants révolutionnaires pour combattre ces directions faillies, et pour les remplacer le moment venu.

**

A la base, dans les entreprises, dans les quartiers, le nombre de militants communistes est désormais très important qui, de l'un à l'autre, se disent leurs inquiétudes. Qu'ils comptent sur eux, et sur eux seuls pour redonner confiance à la classe ouvrière. Qu'ils surmontent les préventions, les préjugés que leur a inculqués une direction faillie sur le crime que constituerait une lutte de tendances. Il n'y a pas de sauveur suprême, y compris dans les organisations ouvrières. Pour faire triompher une politique révolutionnaire, pour dégager une nouvelle direction, il faut s'organiser pour mener un combat. Depuis le 20^e Congrès, des tentatives dans ce sens ont été entreprises. Elles ont connu les inévitables vicissitudes de telles ébauches politiques et organisationnelles.

Notre parti a confiance que, dans une telle lutte, leurs efforts finiront par se conjuguer avec les nôtres pour faire un nouveau parti révolutionnaire de masses.